



ÉPREUVE DE LOGIQUE ET DE MEMORISATION

Session du 1^{er} septembre 2008

Durée totale de l'épreuve : 60 minutes

Fiche de lecture à mémoriser en 10 minutes

Vous pouvez inscrire dans cet espace des notes qui devront être rendues avec la présente fiche de lecture

Règlement : Cette épreuve est répartie en deux exercices, l'un de mémorisation et l'autre de logique. Pour l'exercice de mémorisation, vous devez en 10 minutes, mémoriser les deux textes de ce premier document. Au terme de ces 10 minutes, ce document vous sera retiré, il vous est interdit de conserver une quelconque annotation. Le test de mémorisation consistera à répondre à un QCM relatif à ces textes. Vous avez une cinquantaine de minutes pour répondre aux questions de logique et de mémorisation et inscrire les bonnes réponses sur la feuille de réponses qui vous sera distribuée dans 10 minutes.

Premier texte

Le nombre des détenus devrait dépasser les 64.000 en juin

Le nombre de places disponibles étaient de 50.807 en juin, ce qui donne un taux de densité carcérale de 126%, largement au-dessus de la moyenne des Etats-membres du Conseil de l'Europe qui s'élève à 102%.

Le nombre des détenus dans les prisons françaises devrait dépasser les 64.000 en juillet, établissant un nouveau record dans un contexte de surpopulation carcérale et d'absence de grâces du 14 juillet, a-t-on appris vendredi 18 juillet de source syndicale pénitentiaire.

Le chiffre officiel, habituellement communiqué chaque mois par l'Administration pénitentiaire (AP), n'était pas disponible vendredi matin auprès de l'AP.

Au 1^{er} juin, les quelque 200 prisons hexagonales renfermaient 63.838 détenus, établissant un nouveau record au-dessus du pic atteint en juillet 2004 (63.652 détenus).

Le nombre de places disponibles était de 50.807 en juin, ce qui donne un taux de densité carcérale de 126%, largement au-dessus de la moyenne des Etats-membres du Conseil de l'Europe qui s'élève à 102%.

2/3 des prisons en surpopulation

Près des deux tiers (63%) des établissements pénitentiaires sont en surpopulation et, parmi ceux-ci, 7% ont une densité de 200% avec en moyenne deux détenus pour une place.

Les maisons d'arrêt, où sont enfermés les prévenus en attente de leur jugement ainsi que les condamnés à de courtes peines, sont de loin les plus touchées par le surpeuplement.

De source syndicale pénitentiaire, on affirmait vendredi avoir eu la confirmation de l'AP que "le chiffre des 64.000 était dépassé, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de l'évolution récente".

Jusqu'à présent, la France profitait de la période estivale, souvent tendue dans les cellules, pour désemplir les prisons au moyen des grâces collectives du 14 juillet. Depuis son élection en 2007, Nicolas Sarkozy a décidé de ne plus user de ce droit présidentiel, "quasi-monarchique" selon lui.

Afin de désengorger les prisons, le futur projet de loi pénitentiaire, actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat et qui doit être présenté en Conseil des ministres fin juillet, prévoit de développer les assignations à domicile pour les condamnés à de courtes peines (moins de deux ans) ou les personnes en attente de procès.

Deuxième texte

L'UE prête à baisser ses tarifs douaniers agricoles

L'Union européenne se dit prête à abaisser ses droits de douane agricoles de 60%, mais appelle en retour les pays émergents à faire des efforts "réels" sur l'industrie, alors qu'une réunion ministérielle de la dernière chance s'est ouverte à Genève sur le commerce mondial.

Alors qu'une réunion ministérielle de la dernière chance s'est ouverte, lundi 21 juillet, à Genève, au siège de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), l'Union européenne s'est dit prête à abaisser ses droits de douane agricoles de 60% en moyenne dans le cadre d'un nouvel accord mondial sur le commerce, contre 54% proposés précédemment, mais appelle en retour les pays émergents à faire des efforts "réels" sur l'industrie. Le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson a déclaré aux journalistes lundi que cette offre allait permettre un départ rapide à l'ouverture d'une semaine de négociations, rassemblant le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, et les 75 ministres de 35 pays, à l'OMC. Cette réunion a pour objectif de mettre la touche finale à près de sept ans de discussions entamées en 2001 à Doha, au Qatar.

Un "moment décisif"

Les négociations sur la libéralisation du commerce mondial sont à un "moment décisif", et les pays émergents doivent faire des efforts "réels" sur l'industrie, a déclaré Peter Mandelson.

"Comme nous le savons tous, la fenêtre d'opportunité politique sera close après l'été" pour conclure un accord, en raison de l'approche de l'élection présidentielle américaine, a-t-il prévenu.

Peter Mandelson a dit à présent espérer que les pays émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Chine réagiront à l'offre européenne sur les droits de douane sur les produits agricoles en améliorant leurs offres en matière industrielle. L'Europe souhaite en effet voir ces pays émergents s'ouvrir à davantage de services et de produits manufacturés en provenance de l'UE tels que les transports, les services de télécommunications et bancaires.

Vendredi, la secrétaire d'Etat française chargée du Commerce extérieur Anne-Marie Idrac affirmait, à l'issue d'une réunion des ministres de l'UE chargés du commerce à Bruxelles, que les pays de l'Union européenne excluaient toute nouvelle concession sur la question des importations ou des subventions agricoles lors des négociations à l'OMC. Elle avait précisé que l'Europe souhaitait un rééquilibrage dans les négociations du cycle de Doha actuellement dans l'impasse et que d'autres pays fassent des concessions en faveur des exportateurs européens.

Barrières douanières prohibitives

Dans les jours précédents l'ouverture de la réunion, l'habituelle partie de ping-pong sur qui doit faire le plus de concessions avait repris, entre les pays du Sud, qui réclament une baisse des subventions aux agriculteurs des pays riches, et les pays du Nord, qui exigent en échange une ouverture accrue des marchés des pays émergents pour leurs produits industriels.

"La plupart des paysans du monde vivent dans des pays en développement. Ils continuent à être frappés par d'énormes subventions qui faussent les échanges et par des barrières douanières prohibitives dans les pays développés", ont estimé une centaine de pays en développement dans un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion préparatoire.

A Bruxelles, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a, au contraire, estimé que le cycle de négociations lancé en 2001 à Doha (Qatar) pouvait "être couronné de succès" si les partenaires de l'UE faisaient "une contribution majeure".

Le ministre allemand de l'Economie, Michael Glos, a appelé de son côté les pays émergents à faire des concessions.

"De grands pays émergents comme le Brésil, l'Inde et la Chine n'ont pas le droit de se retrancher derrière l'appellation pays en voie de développement", a-t-il asséné.

Vous pouvez inscrire dans cet espace des notes qui devront être rendues avec la présente fiche de lecture